

Conditions d'insertion du biométhane dans les réseaux de gaz et introduction d'un timbre d'injection

Date de la contribution : 13/09/2019

La FNSEA défend les intérêts des exploitants agricoles, propriétaires ou en faire valoir indirect, pour le maintien d'une activité agricole rémunératrice et en phase avec les enjeux alimentaires, environnementaux, sociaux et énergétiques de son temps. Le réseau FNSEA est constitué de fédérations départementales (FDSEA) et de fédérations régionales (FRSEA) qui couvrent l'intégralité du territoire national. Au regard de l'activité de GRDF, les FDSEA et FRSEA accompagnent localement les agriculteurs qui portent des projets de production de bio-méthane pour l'injecter sur les réseaux de gaz naturel. Elles participent activement à l'accompagnement des agriculteurs et à l'implantation, au sein des exploitations agricoles, de nouveaux projets énergétiques, notamment de méthanisation. Elle représente plus de 250 000 adhérents. La méthanisation agricole permet de faire des agriculteurs des acteurs majeurs de l'environnement et de l'économie décarbonnée et d'accéder à un complément de revenu grâce à la revente de l'énergie produite. Pour atteindre les 10 % de gaz renouvelable d'ici 2030, l'agriculture occupe une place de choix : Elle détient 93 % de la ressource méthanisable (Ademe), L'agriculteur gèrera le retour du digestat sur son sol. Le secteur compte le plus grand nombre de méthaniseurs.

Selon nous, le développement du gaz renouvelable doit être soutenu par des projets agricoles adaptés aux territoires :

- En développant en priorité les réseaux de gaz pour permettre le développement de projets d'injection dans les territoires ruraux.
- En favorisant le développement des technologies de rebours.

Le réseau de distribution de gaz ne permet aujourd'hui pas de desservir l'ensemble des zones rurales où la méthanisation agricole pourrait se développer. Nous saluons donc la mise en place du droit à l'injection ainsi que le travail important effectué par la CRE avec des avancées importantes mais nous nous inquiétons de la complexité et de la lisibilité du dispositif pour les porteurs de projet. En particulier l'introduction d'un terme d'injection dans le tarif est un pur effet d'affichage qui ne sera pas un signal tarifaire opératoire mais une source de complexité, de difficultés pratiques et même de contentieux.

Enfin compte tenu de l'importance, de la complexité et de la nouveauté du dispositif proposé pour l'insertion du biométhane dans les réseaux de gaz nous souhaiterions que la CRE mette en place au niveau national un Groupe de Travail Injection avec toutes les parties prenantes à l'image de ce qui a été fait par elle sur d'autres sujets. Le but de ce GT serait de partager les problématiques et de construire ensemble le nouveau dispositif afin de de créer du consensus au sein de la filière et d'éviter les contentieux.

Questions relatives au zonage et au I/V

Q1-Q4

La filière salue les dispositions générales proposées par la CRE qui semblent satisfaisantes. Il conviendra bien sûr de prévoir un REX au terme du premier exercice et une boucle d'amélioration.

Toutefois deux points posent vraiment difficulté et mériteraient d'être corrigés dès à présent.

En premier lieu la filière souhaiterait que les livrables relatifs à la qualification des zones puissent être complétés dès le premier exercice. En effet le zonage étant construit à partir des projets connus à date il est susceptible d'évoluer dans le temps avec l'apparition de nouveaux projets :

- Une zone où il n'y a pas de projet identifié car la méthanisation est mal connue sortira très probablement en rouge même si le potentiel de biomasse méthanisable est important et le réseau facilement adaptable.

· Inversement une zone verte peut devenir rouge si ses capacités d'accueil sont saturées avec l'arrivée plus forte que prévue de nouveaux projets et des renforcements très coûteux.

Dit autrement, les couleurs interprétées sans nuance pourraient s'avérer contreproductives en tant que signal envoyé aux porteurs de projets et le zonage trompeur.

Il convient donc de compléter le zonage reflété par les projets connus à date d'un éclairage sur les perspectives futures : capacité d'accueil avant saturation, potentiel de renforcement en fonction de l'apparition de nouveaux projets.... Il paraît indispensable de disposer sur chaque zone de l'analyse qualitative et quantitative des perspectives d'évolution dans le temps.

En second lieu la filière s'inquiète des effets de la proposition de la CRE, visant à exclure les volumes déjà raccordés (et investissements associés) lors des mises à jour successives du zonage de raccordement.

D'une part cette disposition créerait une grave instabilité dans le temps pour la mise en œuvre du I/V impossible à gérer pour les opérateurs de réseau et les porteurs de projets.

Et, d'autre part, comme le précise le rapport de la DGEC qui accompagnait le passage en CSE des projets de décret et d'arrêté, le seuil technico-économique de 4700 €/nm³/h a été fixé pour permettre l'atteinte de l'objectif de 22 TWh de biométhane injectés en 2028, figurant dans le projet de PPE. La proposition de la CRE, qui ne faisait pas partie de l'avis qu'elle a rendu sur le décret, revient donc à modifier après coup l'un des termes de l'équilibre seuil / objectif de 22 TWh, ce qui de fait compromet l'atteinte de l'objectif PPE de 22 TWh.

Questions relatives au principe de mutualisation des investissements hors renforcement

Q7-Q8 :

La méthode des quote-part constitue une amélioration très importante et absolument indispensable au développement de la méthanisation par rapport à la règle appliquée jusqu'ici du « le premier qui déclenche paie ».

Toutefois le seuil de 1/3 risque de bloquer les projets de plus petite taille, souvent plus proches des projets portés par des agriculteurs ou groupements d'agriculteurs. Une solution pourrait être que les projets concernés puissent déclencher les ouvrages mutualisés s'ils acceptent de couvrir 1/3 du coût des ouvrages mutualisés.

Enfin la durée de 5 ans gagnerait à être ramenée à 3 ans. La mise en place d'un projet de méthanisation peut ressembler à un parcours du combattant pour un agriculteur du fait des lourdeurs administratives et de la longueur du montage d'un projet. Une période de 3 ans est déjà une durée très longue pour des porteurs de projets et semble suffisante pour un fonctionnement efficace du mécanisme proposé par la CRE.

Questions relatives au timbre d'injection

Q10 - Q11 :

La filière est tout à fait opposée à l'introduction d'un timbre d'injection.

Les signaux de prix aux producteurs existent déjà avec un encadrement à la fois très complet et même complexe (calcul du I/V décret et du I/V élargi pour les renforcements, coût du raccordement, prise en charge de la part non-réfactée des ouvrages mutualisés, etc.). **Tout signal-prix additionnel, compliquera encore un dispositif déjà très complexe et découragera des producteurs éligibles aux dispositions prévues au décret.** La méthanisation agricole est aussi plurielle que l'agriculture française. Les projets de méthanisation sont des projets territoriaux, créateurs de valeur, d'activité et d'emplois. La méthanisation agricole a besoin de **solutions adaptées à ces spécificités. Ainsi des lourdeurs administratives supplémentaires ne pourront permettre l'accélération de son développement, et s'inscrit en**

opposition aux conclusions du GT méthanisation de Sébastien Lecornu.